



Sous la direction de Pierre M. Delpu

## Le martyre politique en Europe du Sud (xix<sup>e</sup>-xxi<sup>e</sup> siècle) Figures, mutations, usages

---

# Les corps des dictateurs et leur mémoire martyrielle (Europe, 1945-2024)

Xosé-M. Núñez Seixas

---

Éditeur : Casa de Velázquez  
Lieu d'édition : Madrid  
Publication sur OpenEdition Books : 16 octobre 2025  
Collection : Collection de la Casa de Velázquez  
ISBN numérique : 978-84-9096-455-2



<https://books.openedition.org>

Fourni par Casa de Velázquez



## RÉFÉRENCE NUMÉRIQUE

Núñez Seixas, Xosé-M. « Les corps des dictateurs et leur mémoire martyrielle (Europe, 1945-2024) ». *Le martyre politique en Europe du Sud (xix<sup>e</sup>-xxi<sup>e</sup> siècle)*, édité par Pierre M. Delpu, Casa de Velázquez, 2025, <https://books.openedition.org/cvz/56490>.

---

Ce document a été généré automatiquement le 22 octobre 2025.



Le format PDF est diffusé sous licence Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International - CC BY-NC-ND 4.0 sauf mention contraire.

# LES CORPS DES DICTATEURS ET LEUR MÉMOIRE MARTYRIELLE (EUROPE, 1945-2024)

Xosé-M. Núñez Seixas  
*Universidade de Santiago de Compostela*

En 2019, deux événements semblent augurer la fin proche du supposé caractère exceptionnel de l'Espagne au sujet de son passé dictatorial, que sanctionne le projet de loi de Mémoire démocratique présenté par le gouvernement espagnol présidé par le socialiste Pedro Sánchez, et qui a été finalement validé par le Congrès des députés en juillet 2022. D'une part, la requête du bureau de l'avocat général de l'État contre les descendants de Francisco Franco pour réclamer la conversion en domaine public de sa résidence d'été en Galice. D'autre part, le transport des restes mortels du dictateur de la Valle de los Caídos au panthéon familial, situé dans le cimetière d'État de Mingorrubio, dans la périphérie de Madrid.

Un tel processus est encore soumis à de fortes fluctuations, liées aux changements de majorités parlementaires et à la couleur politique des gouvernements. Cependant, l'(in)digestion problématique des lieux de (dé)mémoire intimement liés à la biographie du dictateur n'est pas propre à l'Espagne. Dans la plupart des démocraties qui succèdent aux régimes totalitaires et autoritaires en Europe occidentale après 1945 — que complète la « troisième vague » de démocratisation que connaît l'Europe méridionale à partir du 1974, qui se poursuit en Amérique du Sud et culmine en Europe centrale et orientale après 1989-1991<sup>1</sup> —, les incertitudes, les résistances et les dilemmes sont nombreux<sup>2</sup>. La gestion mémorielle des corps des dictateurs en est révélatrice, et notamment l'association entre leur charisme, leur mémoire, et l'élaboration posthume d'un culte martyriel qui les présente comme des victimes plutôt que des coupables.

## LES DEUX CORPS DU DICTATEUR

J'utilise ici les termes « dictature » et « dictateur » dans un sens souple. La dictature est une forme de gouvernement dans laquelle la capacité de décision, et donc le pouvoir absolu, est concentrée entre les mains d'une seule personne,

<sup>1</sup> HUNTINGTON, 1996.

<sup>2</sup> NÚÑEZ SEIXAS, 2021a et 2021b, auquel je renvoie pour de plus amples détails factuels et bibliographiques. Cet article reprend et synthétise une réflexion développée dans Id., 2022a.

un dirigeant, ou tout au plus un petit groupe de personnes, civiles ou militaires. L'exercice du pouvoir peut y être arbitraire et ne pas respecter les normes juridiques héritées, même si, avec le temps, il s'institutionnalise et établit sa propre légitimité. Il n'y existe pas d'élections compétitives, le pluralisme politique y est inexistant ou limité, tout comme la mobilisation de la société civile. Ce n'est que d'en haut, par le biais de partis uniques et d'organisations dépendant directement du sommet du pouvoir, qu'une mobilisation de masse peut avoir lieu pour approuver ou accompagner les orientations issues du sommet de l'État.

Contrairement aux caudillismes ou aux bonapartismes du XIX<sup>e</sup> siècle, les dictatures du XX<sup>e</sup> siècle cherchent à unifier la société dans son ensemble à moyen et à long terme, à l'aide d'un parti unique plus ou moins articulé, d'une vision du monde définie et d'un corpus idéologique qui leur sert d'inspiration. Selon la typologie de Juan J. Linz, désormais classique, les dictatures autoritaires accordent moins de poids à l'idéologie par rapport aux régimes totalitaires, ne contrôlent pas entièrement les forces armées, l'économie ou l'opinion publique, et tolèrent l'existence d'un pluralisme politique limité. En revanche, les régimes totalitaires, du moins à moyen terme, ne permettent pas la coexistence en leur sein de sphères de pouvoir autonomes, de l'armée aux Églises, et aspirent à une ingénierie sociale globale : ils forment des utopies dans lesquelles les sociétés seraient modelées selon un modèle idéologique clair<sup>3</sup>. Existente ainsi des dictatures militaires plus ou moins temporaires, avec suspension des droits constitutionnels, celles fondées sur un parti unique et un nouveau projet idéologique, ou encore des autocraties paternalistes caractérisées par la prééminence du pouvoir exécutif, au sein d'un système politique formellement démocratique. Souvent, une dictature peut évoluer d'un type à l'autre.

Dans toute dictature, le dictateur est une figure essentielle. Tous sont des hommes. Ils n'ont pas à rendre compte de leurs actions et de leurs décisions à une autorité supérieure, même si certains, comme Mussolini ou Salazar, coexistent avec des figures traditionnelles, qu'il s'agisse de rois ou de présidents, qui conservent une fonction représentative. La source de légitimité de leur autorité est le charisme. Selon Max Weber, cette notion désigne une légitimation du pouvoir qui n'est ni bureaucratique ni traditionnelle, et qui stipule qu'une personne peut être investie de qualités surhumaines ou exceptionnelles. Elle peut s'exprimer soit par le pouvoir « hypnotique » d'un acteur donné à générer une adhésion inconditionnelle chez ses adeptes, soit par la capacité de ce même acteur à établir une relation particulière avec des sources de légitimité et d'autorité. Le charisme d'un acteur peut être lié au rôle qu'il joue, ou à sa capacité privilégiée à établir une relation unique avec ses partisans<sup>4</sup>. Mais pour perdurer, tout pouvoir charismatique a toujours recours à la routinisation (bureaucratique) et/ou à la légitimation traditionnelle, que ce soit la patrie, la religion ou le lien avec le passé.

<sup>3</sup> LINZ, 2010.

<sup>4</sup> WEBER, 2002, pp. 193-204.

Que devient le charisme du dictateur après sa mort ? Le corps de la plupart des autocrates hérite de la fonction du corps du souverain de l'Ancien Régime : le « double corps du roi », physique et symbolique, qui représente le droit de régner et la souveraineté, dont l'héritage, transmis à son successeur, garantit la continuité de la communauté politique<sup>5</sup>. Le rituel funéraire de la dynastie des Habsbourg, lorsqu'un monarque ou un prince défunt entrait au panthéon de la crypte des Capucins à Vienne, soulignait cette qualité : ce n'est que lorsque l'aide de camp annonçait qu'un « humble pécheur », et non une personne aux titres pompeux, demandait à entrer dans la crypte, qu'il était admis au panthéon. Le passé royal était collectif.

La fin brutale des grands empires prémodernes, et en particulier la révolution russe de 1917, introduit un nouveau modèle de culte funéraire pour le chef de l'État. Le premier à en avoir bénéficié est sans aucun doute Lénine, à sa mort en janvier 1924. Le second est Sun Yat-sen, l'éphémère président de la République chinoise fondée à la fin de 1911, mort un an plus tard. Ce dernier n'était pas un dictateur ; quant à Lénine, il a instauré une dictature du prolétariat, a réfléchi à ce qu'impliquait un régime dictatorial et a mis en place plusieurs des mécanismes répressifs et totalitaires que poursuivra le régime de Staline, mais il a exercé le pouvoir de manière collégiale, en tant que *primus inter partes*. La mort de Lénine et de Sun Yat-sen, leurs funérailles nationales et le culte funéraire inauguré pour les immortaliser marquent la rupture avec l'ancien monde dynastique. Eux aussi ont leur propre tumulus, symbole d'une nouvelle légitimité politique qui met fin au monopole dynastique des tombes royales. Le cas de Lénine en est révélateur. La nuit suivant sa mort, le gouvernement soviétique décide d'embaumer son corps et charge un architecte de renom de construire un mausolée pour accueillir la dépouille du fondateur de l'URSS. Inauguré le 7 novembre 1930, le mausolée cubique, porteur d'une signification séculaire, devait exposer pour la postérité le corps de Lénine, symbole de l'éternité de la révolution. Au cours des années suivantes, cependant, le culte de Lénine suit nombre des modèles traditionnels qui avaient guidé le culte des saints et des tsars orthodoxes.

Bien qu'il ne soit pas investi d'une signification martyrielle, le culte posthume du fondateur de l'URSS établit un modèle qui se répète avec plusieurs nuances au cours des décennies suivantes. Le corps de l'autocrate moderne est le dépositaire d'une sacralisation transférée et sécularisée, qui peut aller des qualités thaumaturgiques à la capacité attribuée à ses images de porter chance à une maison et d'éviter le malheur. Son charisme apparaît doté de pouvoirs extraordinaires et continue à exercer son ombre, parfois pendant des décennies, sur l'opinion publique, les mentalités et la politique de mémoire dans les démocraties qui lui succèdent. Un tel transfert est possible dans des cadres culturels et sociaux spécifiques, dans lesquels le charisme des autocrates établissait une interaction fluide et durable avec les « centres actifs » de l'ordre social. En définitive, le « génie » ou le charisme du leader ou du dictateur dépend également de la mesure dans laquelle ses partisans sont capables et désireux de lui attribuer cette qualité exceptionnelle.

<sup>5</sup> KANTOROWICZ, 2020.

Les rois, les présidents de gouvernement ou les chefs d'État démocratiques associent leur charisme à la continuité d'une fonction et d'une position institutionnelle. Les chefs militaires latino-américains du XIX<sup>e</sup> siècle ont tendance à se passer de charisme pour gouverner, bien que certains généraux, comme Baldomero Espartero en Espagne, développent un culte de la personnalité qui leur soit propre<sup>6</sup>. De même, Napoléon Bonaparte bénéficie, y compris de son vivant, d'un culte qui assimile son exil et sa mort sur l'île de Sainte-Hélène à un martyre<sup>7</sup>. Quant aux dictateurs du XX<sup>e</sup> siècle, au-delà des chefs militaires qui les ont précédés, ils sont généralement considérés comme des individus uniques. Ainsi, le maintien du pouvoir des autocrates dépend avant tout de l'éclat de leur charisme. Mais ces qualités sont aussi le résultat conscient d'un processus de construction par le haut, de l'attribution de caractéristiques exceptionnelles aux dirigeants, conformes au contexte culturel et social dans lequel ils exercent leur pouvoir. Il s'agit également d'un culte de la personnalité moderne, forgé dans et pour une société de masse, dont la source de légitimation est la souveraineté nationale, le contact direct avec le peuple ; ce culte est routinisé par la diffusion massive d'images et de slogans, grâce au contrôle des médias. Les circonstances de la mort du dictateur — assassinat, exil, exécution par l'ennemi, etc. — favorisent ou renforcent l'attribution de son charisme posthume. Il est parfois associé au nationalisme : si l'autocrate incarne aussi la fondation d'un État indépendant, l'aboutissement d'une revendication nationale longtemps désirée, sa figure est investie d'un rayonnement supplémentaire apporté par la nation comme religion politique. Il devient ainsi un père fondateur, ou un restaurateur, de la patrie, catégorie qui, pour les générations à venir, transforme plus d'un autocrate, voire plus d'un tyran, en héros national, prolongeant ainsi une tradition amorcée au XIX<sup>e</sup> siècle<sup>8</sup>.

Le corps du dictateur pourrait laisser une trace durable dans la mémoire populaire après sa mort. Mais il est toujours lié de manière particulière à certains espaces spécifiques : l'endroit où il a vu la première lumière, les résidences privées dans lesquelles il a vécu, le lieu où sa dépouille est enterrée, sa tombe ou son mausolée. Parfois aussi le lieu précis où il est mort, surtout si sa mort a été violente, ce qui renforce la sacralité de sa mémoire : le charisme est investi d'héroïsme et de martyre, comme la fin d'un chemin de croix pour la patrie<sup>9</sup>.

## LIEUX DE MÉMOIRE, LIEUX DE DICTATEURS

La notion de lieux de mémoire, pour l'historien Pierre Nora, désigne toutes sortes d'entités matérielles et immatérielles, qu'il s'agisse d'espaces physiques, de concepts — y compris des expressions ou des termes —, de pratiques et d'objets

<sup>6</sup> Par exemple SHUBERT, 2018 ; BELL, 2020.

<sup>7</sup> Voir par exemple HUARD, *Le martyr*, et le catalogue d'exposition *Napoléon à Sainte-Hélène*, 2016.

<sup>8</sup> RIAL, 2007.

<sup>9</sup> Voir le livre classique de NAUMANN, 1984, et, bien qu'il ne traite pas directement des dictateurs, CASQUETE, 2020.

qui, à la volonté d'acteurs spécifiques et représentatifs d'une communauté, deviennent au fil du temps un élément symbolique pour ce collectif ou cette communauté. Ils servent de pont entre la mémoire, une interprétation partagée du passé, toujours diffuse et changeante, et l'histoire, qui en est une reconstruction critique à des moments précis : la première commémore, la seconde problématise, mais ne canonise pas nécessairement<sup>10</sup>. Les significations attribuées à ces lieux de mémoire ne sont pas immuables, mais peuvent varier fortement dans le temps ; elles n'émergent pas non plus d'un réservoir immanent de la mémoire populaire (ou nationale), mais sont le résultat d'une élaboration consciente par des acteurs spécifiques.

L'interaction des lieux de mémoire avec l'espace social dans lequel ils s'inscrivent détermine également leurs significations évolutives. Un monument peut ne pas être évocateur pour les générations suivantes : la façon de le regarder varie selon l'époque. Aleida Assmann parle ainsi d'« espaces mémoriels », définis par l'interaction avec les acteurs sociaux et les institutions à travers des rituels et des discours. Le récit public sur la mémoire collective, que diffusent les États et les institutions, apparaît condensé dans ces espaces. Cette mémoire culturelle ne s'impose pas, mais elle coexiste et interagit avec une mémoire communicative, transmise par la société civile, tant dans le semi-public que dans la sphère privée et familiale<sup>11</sup>.

Au sein de ces espaces de mémoire, les lieux commémoratifs qui rappellent des passés traumatiques récents ont acquis une importance particulière depuis les deux guerres mondiales. La mort et les destructions massives, d'une part, les dictateurs et violations des droits de l'homme, leurs victimes et leurs projets totalitaires ou autoritaires, d'autre part, ont acquis une importance particulière dans la signification de lieux de mémoire spécifiques. Indubitablement, des événements traumatiques tels que l'Holocauste, les guerres civiles et les répressions de masse contribuent de manière décisive, depuis les années 1960, à la formation de lieux et d'espaces de mémoire spécifiques en Europe, comme sur d'autres continents.

Ces processus portent en priorité sur les ruines et les cimetières de guerre, les prisons, les camps de concentration, les lieux d'exécution et les fosses communes. Cependant, la plupart des dictatures lèguent aussi à la postérité d'autres types d'espaces dont la gestion est problématique : les œuvres mégalomaniaques, les monuments commémorant leurs héros, les travaux civils et les conceptions urbaines, les noms de rues, de places et de villes, qui évoquent les martyrs de la communauté, les actions glorieuses d'une dictature, et qui suivent souvent des modèles antérieurs de nécropolitique tout en leur conférant de nouvelles significations, à l'image des monuments aux morts de la Première Guerre mondiale.

Après l'effondrement de leurs régimes, les statues des dictateurs sont retirées de leurs piédestaux ; les rues, les places et les villes sont renommées. Les symboles de ces époques sont retirés des bâtiments officiels. Un tel processus est

<sup>10</sup> NORA, 1984a, 1984b.

<sup>11</sup> ASSMANN, 1999.

évidemment plus rapide et plus systématique dans certains pays que dans d'autres, en fonction du type de transition de la dictature à la démocratie. Toutefois, les lieux de naissance des autocrates, leurs tombes, leurs mausolées et leurs résidences privées font souvent exception à la règle : le fantôme du dictateur y projette son ombre sur le présent. Ces lieux cristallisent l'intersection entre deux dimensions essentielles du pouvoir des dictateurs : d'une part, leur aspect de personnes ordinaires, issues de la communauté qu'elles prétendent incarner, de l'autre, leur charisme et leur projection publique, sacralisée et missionnaire, inhérente au culte de leur personnalité de leur vivant.

C'est ce que je propose d'appeler des « lieux de dictateurs » : des espaces de mémoire dont la gestion est devenue une digestion laborieuse ou une indigestion permanente, sinon un creuset de contradictions, pour les démocraties qui ont succédé aux dictatures. Ils offrent surtout un angle d'observation différent sur les mémoires de l'Europe autoritaire et totalitaire : pourquoi les lieux du dictateur posent-ils un tel problème de gestion dans la grande majorité des sociétés post-dictatoriales ? Trois raisons peuvent être évoquées :

— Les objets, les lieux ou les bâtiments qui peuvent devenir l'espace commémoratif personnalisé d'un dictateur sont très variés. Cela multiplie les possibilités pour eux de devenir un pôle d'attraction, de culte et de rassemblement de partisans et de nostalgiques.

— Parce qu'ils sont liés à la biographie de l'autocrate, ils appartiennent souvent à la famille proche ou éloignée du dictateur. Il est donc difficile pour les États démocratiques d'y intervenir directement.

— Dans ces environnements, la figure du tyran ou du despote devient une personne ordinaire, accessible à tous. À l'exception des mausolées et des palais, il s'agit souvent de maisons, de tombes ou d'environnements ordinaires où une personne autrefois spéciale est née, a vécu, est allée à l'école, a joué avec ses amis, est morte ou repose à jamais ; des lieux où l'exceptionnel devient humain et accessible, et le presque sacré devient proche et tangible.

Au sein de cette variété, un certain nombre de lieux de mémoire intimement liés aux dictateurs se répètent dans la plupart des cas analysés ici. Une brève typologie pourrait les réduire à cinq catégories :

— Le lieu de naissance ou la maison paternelle, ou encore la maison dans laquelle s'est déroulée l'enfance et/ou l'adolescence de la personne qui deviendra plus tard le dirigeant suprême. Cette maison est souvent rénovée, et réinventée ou reconstruite pour la postérité.

— La tombe privée ou semi-publique du dictateur, qui peut aussi être fictive ou choisie au hasard lorsqu'il n'y a pas de certitude quant au lieu où repose la dépouille de l'autocrate — comme pour Jozef Tiso, en Slovaquie, jusqu'en 2007.

— Les résidences, enceintes ou espaces où le dictateur a passé une grande partie de sa vie, généralement liés à son activité politique et publique.

— Les mausolées construits ou conçus par le dictateur pour la postérité — notamment dans les cas de Tito et de Franco —, ou construits après sa mort par ses successeurs, ses proches ou ses admirateurs — comme la pyramide de Hoxha à Tirana (1988), aujourd'hui simplement rebaptisée pyramide de Tirana —, même s'ils prennent parfois la forme de cryptes privées — comme celle de la famille Mussolini, à San Cassiano de Predappio.

— Les images ou les lieux de culte intégrés aux temples religieux, convertis après la mort de l'autocrate en espaces signifiants.

Du fait de ces natures variables, les lieux de dictateurs sont très malléables en tant qu'objets de mémoire publique. Tous sont susceptibles de devenir des lieux de rassemblement pour les nostalgiques, ainsi que des emblèmes pour les défenseurs de l'héritage politique des dictateurs. Il peut s'agir simplement de touristes attirés par la morbidité et l'esthétique des dictatures, dont les visites constituent une source de revenus. Ce tourisme, souvent catalogué comme « noir », compte également des amateurs d'histoire, avec ou sans formation universitaire<sup>12</sup>.

Ces usages complexifient encore la gestion publique de ces lieux. Une maison-musée dédiée à un dictateur dans sa ville natale peut devenir un lieu de mémoire pour les nostalgiques de la dictature si les autorités n'entreprennent pas une resignification de l'espace. Même si elles le font, il y a un risque que les nostalgiques, mêlés aux touristes et aux voyages scolaires, interprètent le lieu à leur manière et rendent leur présence dominante. Mais si un tel espace commémoratif n'existe pas en tant que tel, des espaces alternatifs de culte ou de souvenir peuvent émerger, comme en Allemagne et en Autriche. Le lien avec la mémoire de l'autocrate y est plus indirect ou simplement imaginé : c'était le cas jusqu'en 2012 avec la tombe des parents d'Adolf Hitler à Leonding (Linz, Autriche).

En bref, les lieux de mémoire sont des catégories spatiales construites, résultat de l'interprétation des partisans des dictateurs. Ces lieux ne sont généralement pas soumis à des phases ou à des tendances définies, mais aux circonstances propres à chaque pays et à la biographie ou aux vicissitudes de la mort de chaque autocrate qui fait l'objet du souvenir. Et lorsqu'il s'agit de gérer ces espaces, les États démocratiques ont tendance à intervenir au cas par cas et avec hésitation. Les institutions et acteurs locaux jouent souvent un rôle moteur dans l'adoption de politiques mémorielles qui resignifient les lieux associés à des concitoyens « illustres ». Mais leurs perspectives et leurs intérêts, qui incluent également le désir de générer des ressources par le tourisme ou de laver le nom d'une localité aux yeux de l'opinion publique mondiale, ne coïncident pas toujours, à moyen et à long terme, avec les objectifs civiques et éducatifs des institutions publiques, plutôt orientés par des critères normatifs.

<sup>12</sup> SHARPLEY, 2005 ; LENNON, FOLEY, 2000.

### QUE FAIRE DES LIEUX DE DICTATEURS ?

La question de la resignification des lieux de dictateurs soulève diverses problématiques. Premièrement, les dictateurs sont les plus grands auteurs de crimes et violations des droits humains commis par leurs régimes. Tous ont pris des décisions criminelles et assument la responsabilité ultime des violations des droits de l'homme perpétrées sous leur autorité. Le sort des lieux liés au corps du bourreau est toujours une question politiquement et éthiquement controversée, qui est abordée avec un certain retard par rapport aux espaces commémoratifs liés aux victimes. La catégorie de ces dernières s'élargit et se diversifie considérablement depuis les années 1960, au point qu'existe un consensus relatif sur leur identité. En revanche, il est toujours plus complexe de déterminer qui sont les bourreaux, individuels ou collectifs. Le corps du dictateur et les lieux où il est né et mort, ou a résidé, sont empreints de sa responsabilité criminelle. La culpabilité demeure et son poids est transféré à l'environnement<sup>13</sup>.

Mais cet environnement, lorsqu'il est marqué par la fascination et le charisme des dictateurs, est aussi empreint d'une certaine aura de sacralité. Les lieux et les bâtiments sont chargés d'une force symbolique et évocatrice, qui peut indirectement contribuer à renforcer l'aura passée des dictateurs, à éclipser leur responsabilité, ce qui serait dangereux dans les idéologies basées sur le culte du chef. Il est même presque inévitable que dans de tels environnements, la figure de l'ancien autocrate soit humanisée. La dépouille du dictateur, aussi tyrannique qu'il ait pu être dans la vie, inspire respect et compassion lorsqu'elle est transférée dans une urne ou une tombe. Son lieu de naissance, ses effets personnels et son environnement intime contribuent implicitement à le dépeindre alors comme une personne ordinaire. La gestion des espaces physiques associés de manière très personnelle à la biographie des autocrates pose aussi des défis particuliers.

Le débat sur la resignification des lieux de dictateurs tend à se concentrer non pas tant sur le discours de la mémoire et les projets spécifiques proposés (musées, centres d'interprétation, itinéraires thématiques et « musées virtuels », utilisations caritatives, etc.), mais sur le lieu, sur l'environnement physique dans lequel ils devraient être situés pour éviter que la simple évocation d'une dictature ne conduise inévitablement à une association entre le culte de l'autocrate et son lieu de mémoire. Les États démocratiques craignent toujours l'émergence éventuelle de centres de pèlerinage ou de culte aux dictateurs. Mais les habitants des localités marquées comme le berceau d'un passé inconfortable ne partagent pas toujours des positions unanimes, comme c'est le cas depuis le début du *xxi*<sup>e</sup> siècle dans la ville natale d'Hitler, Braunau am Inn, à Predappio, la ville natale de Mussolini, ou à Santa Comba Dão, la ville natale d'Oliveira Salazar. En règle générale, face à ceux qui veulent effacer toute association avec ce passé, d'autres voient dans ses fils illustres,

<sup>13</sup> GROSSBÖLTING, SCHMIDT (éd.), 2011 ; GARIBIAN (éd.), 2016.

bien que maudits, une opportunité de générer des ressources touristiques et de se positionner sur la scène mondiale, et d'autres encore considèrent le fait de resémantiser ces lieux comme un devoir civique et démocratique.

Il existe une différence essentielle selon que les sites des dictateurs, en particulier leurs tombes ou mausolées, ont été construits ou créés pendant la période du règne de l'autocrate, et son régime meurt avec lui, ou qu'ils ont été créés après sa mort par un successeur. Dans ce dernier cas, la gestion est généralement plus simple, comme avec Staline en URSS ou Hoxha en Albanie, car le sort de la place du dictateur est de moindre importance pour la continuité de son régime. Il y a des exceptions, comme avec la dynastie familiale nord-coréenne, mais aussi avec les pères fondateurs de l'indépendance nationale, les restaurateurs de l'indépendance perdue ou les créateurs d'un régime, dont la mémoire est généralement partagée sans contestation par les générations suivantes, et qui ne sont souvent même pas considérés comme des autocrates, mais sont entourés d'une aura d'ambivalence.

Après la fin de la dictature, une première phase d'oubli, de silence ou de tolérance inconfortable est généralement suivie d'une seconde phase, au cours de laquelle un débat s'ouvre dans l'opinion publique sur la gestion et les usages des lieux du dictateur. Dans une troisième phase, initiée presque toujours par les autorités locales et/ou régionales, la possibilité d'une exploitation pragmatique de ces mêmes espaces, dans une optique touristique, est évoquée. Cela implique une resignification du lieu de mémoire, ainsi que sa contextualisation, avant sa conversion en un environnement public destiné à être visité par le grand public.

L'importance accordée aux lieux des dictateurs a beaucoup à voir avec les circonstances de leur mort. Certains dictateurs sont morts au pouvoir et de causes naturelles, comme Salazar et Hoxha. Ils n'ont pas à répondre de leurs crimes et leur disparition les humanise aux yeux de nombre de leurs adeptes ; mais l'événement ne constitue pas une réparation pour leurs victimes, ce qui en fait une affaire inachevée pour les démocraties qui leur succèdent. D'autres autocrates comparaissent devant un tribunal avec plus ou moins de garanties, sont condamnés et exécutés, comme Tiso ou Ceaușescu. Le tyran est ainsi puni, mais n'est pas pour autant démystifié aux yeux de nombre de ses partisans. Un troisième groupe est condamné à des exécutions sommaires, comme Mussolini, et les corps sont exposés au déshonneur. Une telle solution ne démystifie pas non plus le dictateur et tend même à enflammer ses partisans, approfondissant les divisions de l'opinion publique à moyen terme.

#### NÉCROPOLITIQUE DES DICTATEURS : MUSSOLINI, DOLLFUSS, TISO

Parmi les lieux de mémoire, la tombe ou le lieu de décès du dictateur revêtent une importance particulière : ils deviennent souvent des endroits quasi sacralisés, surtout si la mort de l'autocrate a été violente. Il ne s'agit certes pas d'un processus automatique, mais chaque contexte et chaque cas particulier ont

leurs propres caractéristiques. Parmi les nombreux cas européens qui méritent d'être soulignés, j'en évoquerai trois : celui de l'Italien Benito Mussolini, de l'Autrichien Engelbert Dollfuss et du prélat slovaque Jozef Tiso.

Le cas de Mussolini est sans doute le plus paradigmatique et le mieux étudié. Mussolini et sa maîtresse Clara Petacci sont exécutés sommairement à Giulino di Mezzegra (Dongo) par deux commandants de partisans, en théorie après l'exécution d'une sentence prononcée par le Comité national pour la libération de la Haute-Italie le 28 avril 1945. Il n'y a pas de procès, et le motif principal est d'empêcher Mussolini de passer en Suisse voisine ou de se rendre aux Alliés. Le lendemain, leurs cadavres, ainsi que ceux de plusieurs collaborateurs et dignitaires fascistes, sont exposés publiquement sur le Piazzale Loreto de Milan, où les restes de plusieurs partisans fusillés avaient également été exposés quelques mois plus tôt. Les corps sont malmenés par la foule avant d'être suspendus la tête en bas. Cet acte suscite la répulsion de plusieurs dirigeants antifascistes : la nouvelle république ne peut pas commencer, comme l'écrivait Ferruccio Parri, par une « boucherie mexicaine<sup>14</sup> ».

Le corps de Mussolini est enterré de manière semi-anonyme dans un cimetière de Milan après une autopsie. Cela suscite l'horreur de ses partisans, mais aussi la honte de nombreux antifascistes. Un an plus tard, à la date symbolique du dimanche de Pâques 1946 (la nuit du 23 au 24 avril), la dépouille mortelle de Mussolini est enlevée par un commando de militants fascistes, appartenant au minuscule Parti fasciste démocratique. Leur objectif est de faire pression sur le référendum concernant la forme de gouvernement (république / monarchie) qui doit avoir lieu deux mois plus tard, et de faire entendre la voix d'une supposée « majorité silencieuse », qui souhaite un traitement digne de la mémoire du Duce. Le commando et le cadavre sont rapidement découverts, et la connivence de certains secteurs de l'Église catholique avec les événements est démontrée<sup>15</sup>.

Le gouvernement italien décide alors de cacher le corps dans un couvent près de Milan, sans même communiquer l'emplacement de la dépouille à la famille Mussolini. Le cadavre y reste, avec le consentement de l'abbé du monastère, jusqu'en 1957, date à laquelle le gouvernement chrétien-démocrate décide de transférer le corps dans la crypte familiale de Predappio, ville natale du leader fasciste, dans la province de Forlì-Cesena. L'opération est politique : dans un contexte d'anticommunisme rampant, l'exécutif dirigé par le chrétien-démocrate Adone Zoli cherche ainsi à s'assurer les voix des députés néofascistes afin de garantir sa majorité parlementaire. On espère qu'une fois Mussolini définitivement enterré et sa tombe digne, son culte et sa nostalgie disparaîtront progressivement.

Ce qui se produit est inverse. À partir de 1957, des pèlerinages néofascistes à Predappio, accompagnés de manifestations et de contre-manifestations d'organisations antifascistes, ont lieu régulièrement trois fois par an — ils coïncident avec les anniversaires de la naissance du Duce, de son exécution et de la Marche

<sup>14</sup> « *Maccelleria messicana* ».

<sup>15</sup> LUZZATTO, 2014.

sur Rome de 1922. Jusqu'en 2020, la ville accueille des nostalgiques en chemise noire, entonnant des chansons fascistes, qui défilent jusqu'à la crypte familiale de Mussolini dans le cimetière de San Cassiano de Predappio (fig. 1). Le corps du Duce connaît ainsi une seconde vie politique jusqu'à aujourd'hui, alors que le débat, initié par un maire charismatique post-communiste en 2009, sur l'éventualité de créer un musée du fascisme dans la ville natale de Mussolini fait toujours rage dans l'opinion publique italienne<sup>16</sup>.



FIG. 1. — Militant néofasciste dans la crypte de Mussolini, Predappio, 2012

© Flavio Blaco.

Le deuxième cas est celui du chancelier autrichien Engelbert Dollfuss, devenu une sorte de « bon dictateur » dans la mémoire de nombre de ses compatriotes, par opposition au dictateur sanguinaire et traître à son pays natal, Adolf Hitler. En tant que chancelier de la République autrichienne entre 1932 et 1934, Dollfuss, chrétien-social lié aux intérêts des agriculteurs, a établi un État autocratique et corporatiste en suspendant les droits constitutionnels sous le prétexte de lutter contre l'agitation ouvrière. Pour beaucoup d'auteurs, le corporatisme autoritaire social qu'il incarne serait un modèle particulier de fascisme, le social-fascisme. Pour d'autres, ce serait une suspension temporaire des garanties constitutionnelles. Quoi qu'il en soit, le culte de la personnalité est un ingrédient essentiel de son régime, qui veut également s'ériger en alternative au pangermanisme nazi, dont il rejette catégoriquement les approches. En juillet 1934, cependant, le chancelier est assassiné

<sup>16</sup> SERENELLI, 2013.

par un commando nazi qui s'empare du palais présidentiel lors d'une tentative de coup d'État, orchestrée depuis Berlin. Après avoir blessé le chancelier, les assaillants refusent de lui porter secours et celui-ci se vide de son sang sur un divan.

Le coup d'État échoue, mais Dollfuss passe à la postérité comme une sorte de chancelier-martyr, qu'atteste le « culte de Dollfuss ». Dans les années qui suivent, jusqu'à l'annexion forcée du pays par l'Allemagne hitlérienne en mars 1938, son successeur, Schuschnigg, met en œuvre un culte intense de la figure de Dollfuss, avec de fortes connotations religieuses. Son objectif est également de favoriser le consensus social, de légitimer le modèle d'État autoritaire et corporatiste et de se distancier du Troisième Reich. L'effigie de Dollfuss est représentée dans un certain nombre de fresques religieuses, ses restes étant vénérés dans la crypte de l'église viennoise du Christ-Roi, ou mémorial Dollfuss-Seipel, aux côtés des restes de son prédécesseur, Ignaz Seipel. Et, à l'initiative du substitut de Dollfuss au parti unique, le Front patriotique, qui encourage la souscription populaire, une église commémorative est inaugurée en 1935 dans le parc naturel de Hohe Wand. Elle est dédiée à la figure du chancelier assassiné l'année précédente, avec une inscription votive soulignant le caractère d'abnégation et de désintéressement qui avait caractérisé son parcours de vie au nom de la patrie :

Sa vie était travail  
 Son destin était lutte  
 Son désir était paix  
 Il est mort pour l'Autriche<sup>17</sup>.

Après l'Anschluss, les nazis réinhument les restes de Dollfuss dans le cimetière central de Vienne et promeuvent leurs propres martyrs. Cependant, le martyre de Dollfuss finit par signifier, pour les Autrichiens antinazis — principalement ses anciens partisans conservateurs et catholiques, qui gardent souvent son portrait bien en vue dans leurs maisons —, le martyre de l'Autriche en tant que nation sous la botte du Troisième Reich. En revanche, le chancelier Schuschnigg, qui subit un véritable chemin de croix, des mauvais traitements et l'internement par les nazis jusqu'à sa libération par les Alliés en 1945, ne laisse pas de trace profonde dans la mémoire nationale autrichienne : il est plus volontiers considéré comme un traître ou un dirigeant faible incapable de s'opposer aux nazis.

Dans l'après-guerre, après le rétablissement de la souveraineté de la république d'Autriche en 1955, Dollfuss devient une figure controversée. Sa mémoire est vénérée par les chrétiens-sociaux et les conservateurs, et réduite au silence ou remise en question par les sociaux-démocrates, qui ont tendance à considérer le chancelier-martyr comme un répresseur brutal de la révolte ouvrière de février 1934. Jusqu'aux années 1980, cependant, un certain silence public entoure son souvenir. L'église de Hohe Wand est restaurée et rouverte au culte en 1979, mais avant cela, elle était le lieu de commémorations organisées par les factions agraires du Parti populaire autrichien (ÖVP), parti chrétien-démocrate. Jusqu'en

<sup>17</sup> « *Sein Leben war Arbeit / Seine Sendung war Kampf / Sein Wille war Frieden / So starb er für Österreich.* » (DREIDEMY, 2014, p. 215 ; traduit par moi-même.)

2006, un petit autel à la chancellerie de Vienne commémore Dollfuss, et des hommages y sont organisés. Ce n'est qu'en 2010 que le gouvernement autrichien cesse d'assister aux messes annuelles en sa mémoire.

À l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle, alors que la droite chrétienne-démocrate continue de vénérer Dollfuss comme un précurseur de son héritage politique, la gauche en vient à considérer le chancelier austrofasciste comme un répresseur et un autocrate. Néanmoins, le petit musée consacré à Dollfuss dans sa ville natale de Texing présente encore sa figure avec des tonalités encomiastiques et quelques accents presque dévotionnels. En revanche, sa tombe dans le cimetière viennois de Hietzing, marquée comme « tombe historique » depuis 2012 mais sans reconnaissance honorifique — elle est retirée à la suite de protestations des écologistes à gauche — ne suscite que de modestes hommages de la part des organisations sectorielles de l'ÖVP.

Le troisième cas est celui de Jozef Tiso, en Slovaquie. Catholique et nationaliste, il prend, après la mort d'Andrej Hlinka en 1938, la tête du Parti populaire slovaque, à caractère profasciste ; en mars 1939, il devient le premier dirigeant de l'État fantoche de Slovaquie, créé sous la tutelle du Troisième Reich après la partition définitive de la Tchécoslovaquie. Tiso instaure une dictature autoritaire et corporative fondée sur un culte de la personnalité descendant aux accents mystiques, malgré son manque de charisme, son embonpoint et son faible talent oratoire.

Pendant la guerre, l'État slovaque s'aligne sur le Troisième Reich et suit son destin. Face à l'avancée soviétique et au soulèvement des partisans procommunistes, Tiso s'enfuit et se réfugie en Bavière, protégé par le cardinal de Munich. Il passe quelques mois dans une cellule du monastère d'Altötting, jusqu'à ce que les occupants américains le livrent au gouvernement tchécoslovaque qui vient d'être réinstallé à Prague. Il est ensuite jugé pour haute trahison en décembre 1946, au milieu des protestations d'une grande partie de la population slovaque. En avril 1947, après avoir été condamné à mort, il est pendu. Cependant, le gouvernement de Prague l'enterre en secret et ne communique aucune information sur l'endroit où se trouve sa dépouille. Plusieurs de ses disciples identifient une tombe dans le cimetière Saint-Martin de Bratislava comme étant celle de Tiso. Depuis lors, et pendant la période communiste, cette tombe suscite des hommages clandestins.

Dans le même temps, dans la diaspora émigrée et dans les cercles nationalistes slovaques en exil, la figure de Tiso est entourée d'une aura de martyr et idéalisée en tant que fondateur du premier État slovaque, tout en niant sa collaboration à l'extermination de la population juive du pays. À partir de 1979, des pèlerinages annuels, organisés par la diaspora anticommuniste, ont lieu au monastère d'Altötting, où une cellule-musée commémore son séjour.

Le rétablissement de l'indépendance slovaque en 1993 entraîne un renouveau partiel de sa figure de précurseur de l'indépendance du pays, en partie promu par l'État, mais aussi encouragé par des associations nationalistes et conservatrices. En 2007, après plusieurs controverses, une association nationaliste procède à une analyse ADN de ses restes présumés. Contre toute attente, le résultat est positif. La dépouille de Tiso est ensuite divisée en trois parties. L'une est placée dans

la cathédrale catholique Saint-Emmeran de Nitra, où il a servi, une autre dans sa ville natale de Bytča, la dernière dans un lieu secret, gardé par la diaspora slovaque au Canada.

Dans la sphère publique slovaque, la mémoire de Tiso est souvent très controversée. Pour certains, il est un patriote et un martyr, pour d'autres, un dictateur pronazi et antisémite dont il vaut mieux laisser le souvenir de côté lorsqu'on cherche des précédents alternatifs pour la légitimité de l'État slovaque. Mais les plus fidèles ne relâchent pas leur ferveur. En lieu et place des pèlerinages à Altötting, qui ne prennent fin qu'en 1997, la dépouille de Tiso et son souvenir continuent de susciter des commémorations annuelles, qui mêlent les composantes nationalistes et religieuses. Une procession partant de Rajec et traversant les montagnes jusqu'à Bytča a lieu chaque année en avril. Dans le silence et le jeûne, les participants prient pour l'âme de Tiso et pour l'expiation des péchés de la nation. Le rituel comprend des saluts fascistes et des slogans dédiés au Christ roi. Un service est organisé dans la maison où il est né, transformée en un petit musée votif. Les plus dévots des participants sont récompensés par l'honneur d'embrasser les reliques de Tiso<sup>18</sup>.

D'autres dictateurs du xx<sup>e</sup> siècle donnent lieu à des formes comparables de nécro-politique. C'est le cas avec l'enlèvement de la dépouille de Philippe Pétain de sa tombe sur l'île d'Yeu, en février 1973, par des membres de l'Association pour défendre la mémoire du maréchal Pétain, également liée à des groupes tels que l'Organisation de l'armée secrète et la droite radicale. Leur objectif, à la veille des élections présidentielles, est de faire enterrer le maréchal au cimetière militaire de Douaumont, aux côtés des soldats que Pétain a commandés pendant la Grande Guerre, afin de sceller une sorte de « réconciliation franco-française<sup>19</sup> ». Bien que Pétain soit mort en 1951, à l'âge de 97 ans, reclus sur l'île d'Yeu, les dernières années qu'il y a passées, entouré de quelques amis proches et souffrant de démence sénile, sont présentées par ses partisans et ses nostalgiques comme un « martyr », et son repos loin de ses soldats comme une sorte de purgatoire éternel. Les pétainistes voient cette situation comme un affront au héros de la France de la Première Guerre mondiale, car ce serait en patriote que, pendant la période d'occupation nazie, Pétain aurait choisi de collaborer avec les Allemands pour éviter des maux plus grands : il aurait été le « bouclier » qui aurait paré les coups des envahisseurs, tandis que Charles de Gaulle aurait été « l'épée » à la tête de la Résistance. L'enlèvement prend toutefois fin quelques jours plus tard, la dépouille de Pétain est rapidement réinhumée à Yeu, et sa tombe n'attire plus que quelques nostalgiques et touristes, maintenant que la génération d'anciens combattants de la Grande Guerre qui venait encore dans les années 1970 sur l'île atlantique pour lui rendre hommage s'est éteinte<sup>20</sup>.

On peut aussi citer les tribulations des trois présidents baltes après l'annexion soviétique en août 1940. L'Estonien Konstantin Päts et le Letton Kārlis Ulmanis sont tous deux passés à la postérité comme des présidents martyrs. Päts est décédé dans

<sup>18</sup> HRUBOŇ, 2017.

<sup>19</sup> GIRARD, *L'appel de l'île d'Yeu*.

<sup>20</sup> KÜMMEL, 2018.

un asile russe après des années de mauvais traitements (1956). En 1989-1990, deux expéditions scientifiques estoniennes identifient ses restes, enterrés anonymement dans un cimetière rattaché au sanatorium russe de Tver, et les réinhument dans le cimetière forestier de Tallinn, où ils sont régulièrement vénérés par les autorités estoniennes et diverses associations. Ulmanis est déporté et meurt dans un goulag au Turkménistan actuel (1942). L'emplacement exact de sa tombe reste inconnu à ce jour. Sa mémoire est vénérée dans les communautés lettones en exil, et depuis 1991 dans la Lettonie indépendante. Quant à Anastasas Smetona, président lituanien qui a fui aux États-Unis et est mort peu après dans un incendie accidentel, il est devenu le « traître » dans la mémoire du pays, et sa tombe à Cleveland, dans l'Ohio, ne suscite aucun culte ou souvenir particulier. Tous trois étaient des présidents autoritaires / dictateurs de droite radicale, mais les deux premiers ont « lavé » leur mémoire par leur mort en captivité aux mains des Soviétiques.

Enfin, il convient de rappeler le cas du dictateur Nicolae Ceaușescu et de sa femme Elena, qui ont été renversés et exécutés dans la caserne de Târgoviste (nord-ouest de Bucarest) le jour de Noël 1989 (fig. 2). Leurs tombes ne suscitent pas de dévotion particulière, bien qu'elles constituent une modeste attraction touristique ; la maison natale du dictateur à Scornicești est vénérée par des nostalgiques du communisme, à l'initiative d'un neveu. Cependant, le lieu du procès et de l'exécution sommaire du couple Ceaușescu est devenu un véritable exemple de la disneylandisation de la mémoire, en l'absence de tout récit critique. Le but principal est d'attirer les touristes, pas d'exalter un prétendu martyr, ni même la justice ou l'arbitraire de l'exécution.



FIG. 2. — Lieu d'exécution de Nicolae et Elena Ceaușescu, Târgoviste (Roumanie), 2019

Cet aperçu de plusieurs cas européens engage trois conclusions principales. Premièrement, le martyre de la mort d'un autocrate est toujours une construction culturelle, qui dépend de cadres de signification spécifiques. Il peut acquérir des connotations religieuses, mais aussi séculières. Cela conduit à un débat récurrent : la sacralisation de la mort pour la patrie est-elle le signe d'une nationalisation de la religion, ou faut-il y voir la confessionnalisation d'un culte patriotique associé à la nation ? La vérité est que ces cas sont plus fréquents dans les dictatures à forte composante religieuse, ou dans les pays catholiques, et ne sont généralement pas le fait de dictateurs / autocrates communistes, comme dans le cas de Josip Broz Tito, bien que le culte de ses reliques ait beaucoup à voir avec une sorte de religion séculière.

Deuxièmement, le dicton de Dante dans la *Divine Comédie* se réalise : « Une belle mort honore toute une vie ». Une mort violente et injuste, sans procès ni garanties, contribue à humaniser un dictateur, souvent au-delà du cercle de ses plus fervents partisans, comme dans les cas de Mussolini et de Ceaușescu. Ou, tout au moins, cette forme de mort contribue à faire oublier la facette autocratique du dictateur et à le transformer en patriote, surtout si l'agent exécuteur est un étranger. C'est le cas des présidents baltes Ulmanis et Pāts, mais aussi de Jozef Tiso, exécuté par le gouvernement de Prague. Le bourreau assassiné ou exécuté devient une victime, une catégorie très malléable et à laquelle les défenseurs de la mémoire des autocrates ont aussi parfois recours, assumant ainsi le paradigme de la mémoire post-héroïque<sup>21</sup>.

Enfin, comme dans le cas d'autres lieux liés à la mémoire des dictateurs, il n'est pas si important que la tombe contienne les restes biologiques de l'autocrate, que le lieu d'exécution soit précis ou authentique. Ce qui compte vraiment, ce sont les attributions de sens, la mobilisation des acteurs, l'espace social de ces lieux de mémoire, qui sont souvent putatifs ou attribués.

<sup>21</sup> HANSEN *et alii* (éd.), 2021.